



LE PHARE

Journal d'expression associative et individuelle - Les ULIS

numéro spécial

50

janvier 2013

LE PHARE - 50

Édité par APEX * ULIS

MPT des Amonts - 91940 Les Ulis

Directeur de publication :
Marie-Odile Charpenet, Présidente

**Comité de Rédaction
et maquette PAO :**

APEX * ULIS - ISSN 1622-8804
11 000 exemplaires



Imprimerie DomiGraphic
91550 PARAY-Vieille-Poste
Tél. 01 69 02 03 03



Exposition Patchwork

L'association *Patch Passion* a eu le plaisir de présenter à la MPT de Courdimanche, du 1er au 12 octobre 2012, des ouvrages réalisés depuis deux ans par ses adhérentes.

Celles-ci se réunissent régulièrement le soir ou l'après-midi dans les locaux de la MPT de Courdimanche.

Chacune exprime sa créativité selon ses désirs, même si parfois certains thèmes peuvent être proposés.

C'est aussi un moment de convivialité.

Comme en 2011, ont été exposés dans l'entrée de la mairie des Ulis trois ouvrages collectifs. L'un d'eux a été mis en tombola au bénéfice du *Téléthon 2012*.

Nelly Keller

Présidente de l'Association Patch Passion



Rédaction bénévole du *Phare* pour 2012-2013

- Marie-Odile Charpenet (Dir. des Publications)
- Pierre Piquepaille (Rédacteur en chef + maquette)
- Pierre Belbenoit (Secrétaire de Rédaction)
- Yvette Roussel (représentante de l'atelier d'écriture)
- Bernard Charpenet (responsable de la diffusion)
- Marie Josée Vergine (autre membre titulaire)

Adresse : MPT des Amonts (case 14), 91940 Les Ulis

Adresse électronique : redac.phare@orange.fr

(*) Site Internet : <http://apex.ulis.free.fr>

**Bonne Année 2013
avec Le Phare et**

Les articles pour *Le Phare* n°51 devront parvenir à la Rédaction au plus tard le 17 mars 2013



SOMMAIRE

Vie associative

- Exposition de *Patch Passion* p. 2
- Le Collectif pour la MdA p. 11
- L'Asso. franco-polonaise a 20 ans p. 16

Liberté d'expression

- Édito : Persévérons ! p. 3

Droits humains

- "Le plus vieux métier du monde" p. 4
- L'égalité des droits, c pour kan ? p. 5

Bâtir la Paix

- Adoptons la paix-attitude p. 6
- Tunisie et transition démocratique ... p. 7

Solidarités

- On ne gère pas le chômage... p. 7
- IDEP et solidarité internationale p. 8
- Regards sur la Palestine p. 9
- Une longue aventure de cinq ans p. 12
- Le Téléthon 2012 des Ulis p. 13
- La Croix-Rouge agit aux Ulis p. 14

Services publics

- Devenir de l'Hôpital d'Orsay ? p. 10
- RER B : nouvelles promesses... p. 17

Le coin des joueurs

- Échecs : solution 4 et exercice 5 p. 15

Culture

- LHS : les moteurs de l'évolution p. 15
- Exposition sur Joan Miró p. 19

Le coin des poètes

- Saoussen Hasni et Agnès Huet p. 18

Voyages lointains

- Splendeurs et misère des Andes p. 20

É D I T O .

Persévérons !

N° 50, numéro spécial festif. C'est un merci à vous, Ulissiens, qui avez contribué à sa réalisation au fil des années, à vous qui avez un jour choisi d'envoyer un article, un récit, un poème. Pour donner une plus grande envie de lire vos écrits, la mise en pages du *Phare* a de mieux en mieux mis en valeur votre expression individuelle ou collective. Insistons ici sur la qualité des articles, sur leur diversité et sur notre espoir que davantage de gens osent nous proposer leurs articles sans crainte d'être jugés.

Pour vous comme pour la Rédaction, quelle victoire et quelle fierté de faire vivre la *Liberté d'expression* pour tous aux Ulis ! Depuis 15 ans, *Le Phare* est aussi un instrument de réflexion sur l'état de la société et sur les initiatives que les Ulissiens prennent pour le « vivre ensemble », pour que les discours haineux et discriminants soient marginalisés et pour qu'ils laissent la place aux messages de compréhension et de connaissance mutuelle. Mais la *Liberté d'expression* est fragile et mérite d'être défendue, d'autant plus fermement que, dans notre département, il y a actuellement des communes dont les maires vont jusqu'à interdire la distribution de tracts sur les marchés : premier pas vers la censure !

Promouvons ce journal citoyen, si rare dans le paysage médiatique. En Essonne, il semble être le seul journal d'expression associative et individuelle diffusé gratuitement à tous les habitants de la commune. Hors des Ulis, il suscite l'étonnement et l'envie.

En ce début d'année, période où l'on adresse des vœux, souhaitons que, dès les prochains mois, de nouveaux auteurs nous rejoignent, notamment des jeunes, qui sont nombreux dans notre ville : en s'impliquant pour que *Le Phare* soit encore plus proche de la vie des gens, de ceux qui travaillent comme de ceux qui souffrent du chômage ou qui sont dans la galère, de ceux qui grandissent, qui étudient ou qui voyagent, comme de ceux qui ont des sujets de réjouissance à faire partager.

La Rédaction du *Phare* souhaite aux Ulissiens de rester créatifs, de préserver longtemps ce moyen d'expression, libre et indépendant. Et qu'un jour nous fêtions un N° 100 !

Le Comité de Rédaction

La prochaine Assemblée générale annuelle de l'APEX*Ulis aura lieu le samedi **2 février 2013 à 14h30** au LCR du Lubéron et sera suivie de la projection d'un film. Auteurs, distributeurs, membres et amis de l'Association, vous y serez les bienvenus.

" Le plus vieux métier du monde "



Voilà ce qui peut clore le débat, quand la prostitution est perçue comme un métier répondant à une nécessité sociale ; l'État n'interviendrait que pour limiter les excès de cette violence inscrite dans la longue histoire de la domination masculine. Envisager de pénaliser les clients, qui sont une minorité, suscite de fortes réactions dans les médias. Souvent passionnelles ou outrancières, c'est le signe que la mise à disposition sexuelle des femmes pour le plaisir masculin est un enjeu socialement sensible. Sur le site Internet du mouvement *Le Nid*¹, il est indiqué que : "L'axiome "je paye, tu t'exécutes" n'est pas précisément le projet de rapports hommes/femmes que nous ambitionnons. Nous ne voulons pas d'une société où certains hommes continuent de faire leur marché sexuel parmi des femmes et des hommes que la précarité, les violences ou la traite ont relégué(e)s dans la prostitution. Nous ne voulons pas d'une Europe où certains pays, dits règlementaristes, ont promu les proxénètes au rang d'hommes d'affaires ; où les "clients" consommateurs, sûrs de leur bon droit, continuent de faire comme si les femmes, de toute éternité, "étaient là pour ça"... Quel goût peut avoir la liberté dans ces pays où les bordels low cost proposent désormais des femmes en soldes ? Pour nous, toute prostitution est une défaite pour les femmes, pour les hommes et le vivre ensemble. Et un triomphe pour la précarité et les violences ". Ce texte abolitionniste propose donc "[...] d'en finir avec ce symbole de la domination des hommes sur les femmes ".

L'abolition du système prostituteur constitue un choix de société. L'appel *Abolition 2012*² énonce : "[...] en plaçant le corps humain et la sexualité dans le champ du marché, la prostitution porte atteinte au principe fondamental de respect de la dignité de la personne et de son intégrité

physique et psychique." [...] Il faut supprimer " toutes les mesures répressives à l'encontre des victimes de la prostitution ", user " de moyens de protection et d'accompagnement social incluant l'accès à la santé et au logement pour toutes les personnes prostituées ", offrir " de véritables alternatives à la prostitution et l'ouverture de droits effectifs pour toutes les personnes prostituées, y compris étrangères ", interdire " tout achat d'un acte sexuel et la pénalisation des clients ", renforcer " la lutte contre toute forme de proxénétisme ", réaliser " une politique ambitieuse d'éducation à une sexualité libre et respectueuse de l'autre et à l'égalité entre les femmes et les hommes ".

Abolir entame un processus. L'abolition de l'esclavage a aussi enclenché un processus long qui a engagé États et sociétés aux côtés des esclaves, tout en réprimant les systèmes esclavagistes. Quelques pays ont agi en ce sens : en 1998, la Suède a voté une loi édictant des sanctions pénales à l'encontre du client. Après 10 ans d'application, la prostitution de rue a baissé de moitié sans gros transfert vers Internet. La police a établi que les réseaux internationaux prostituteurs se détournent de la Suède. Et l'opinion a fini par admettre le bien-fondé de cette loi proposée par la gauche, alors qu'elle y était initialement hostile.

Il est temps de traquer ce pseudo « Droit de l'Homme » archaïque, et de réprimer le système prostituteur. Comme indiqué sur le site du mouvement *Le Nid*¹, " on ne peut pas disposer, sur un claquement de doigts et un froissement de billet, du corps de l'autre. Aucun citoyen responsable ne devrait plus se sentir le droit d'imposer un acte sexuel par l'argent. Notre pays s'honorerait donc de mener à son terme cette bataille progressiste pour libérer la sexualité de l'emprise du marché et de la présenter pour ce qu'elle est : une avancée pour les droits humains. "

Jacques Pegon
Section des Ulis de la
Ligue des Droits de l'Homme³

- (1) Site www.prostitutionetsociete.fr/actualites-france
Article « Abolitionnistes du système prostituteur : ce que nous sommes, ce que nous voulons »
(2) Site www.abolition2012.fr

(3) La *Ligue des Droits de l'Homme (LDH)* lutte contre les discriminations, le racisme et l'antisémitisme, pour les droits sociaux, les libertés publiques, le respect de la vie privée ; sa Section des Ulis agit contre les discriminations, pour la laïcité, les droits des femmes, l'égalité hommes / femmes, le droit de vote des résidents étrangers, la régularisation des sans-papiers...

LDH Les Ulis - MPT de Courdimanche - 91940 Les Ulis

L'égalité des droits, c'est pour quand ?



Association de Solidarité
avec
les Travailleurs Immigrés

Inlassablement, l'ASTI travaille pour favoriser l'insertion des populations immigrées et pour obtenir l'égalité des droits entre tous ceux qui vivent sur le territoire, ceci en partenariat avec tous ceux ayant des objectifs proches.

Quelques mots sur le Conseil des résidents étrangers (CRE) non issus de la communauté européenne : il a été mis en place aux Ulis, après l'organisation d'une votation citoyenne, initiée par l'ASTI et la Ligue des Droits de l'Homme, qui demandait aux Ulissiens de se prononcer sur le droit de vote des étrangers non communautaires aux élections locales. Notons qu'à cette époque, pas si éloignée (2008), une grande partie des personnes qui s'étaient exprimées s'était prononcée POUR ce droit de vote, et qu'il en avait été de même dans toutes les communes ayant organisé un tel scrutin... Ce Conseil exprime les problèmes et les revendications de cette partie de la population qui n'a pas le droit de vote, problèmes souvent communs à beaucoup d'entre nous, dans les domaines des transports, du travail, du logement. Le CRE lutte également contre les discriminations subies par les personnes « d'origine étrangère » dans divers domaines et travaille à sensibiliser toute la population pour que chacun joue son rôle de citoyen, avec ses droits et ses devoirs.

Dans ce cadre, à l'initiative du Conseil des résidents étrangers (CRE) en collaboration avec l'AVAG, le Conseil des résidents du Foyer ADOMA, la médiathèque, et avec le soutien logistique des services municipaux, l'ASTI a organisé une après-midi conviviale, le 27 octobre 2012, au gymnase de l'Essouriau. Les organisateurs de la manifestation voulaient donc que toutes les couches de la population puissent se rencontrer, autour de jeux, du sport, d'échanges et de discussions. Tous avaient été invités par tract ou affiche, y compris les autres Conseils (des jeunes et des aînés), les syndicats, les partis politiques et les Associations. Il y a eu beaucoup de passage, des habitants, des élus, des familles, des personnes militantes ou non. Il y a eu des matches de ping-pong, de badminton, de foot, des jeux et cela s'est terminé par un barbecue.

Le bilan de la manifestation n'a pas encore été tiré par ses organisateurs, mais notons déjà que, pour une première manifestation, on peut considérer que cela a été un succès : les parties prenantes, y compris le tout jeune Conseil des résidents du Foyer ADOMA, dont nous saluons ici la naissance, se sont bien mobilisées, et on a vu une popu-

lation très diverse, tant en âges qu'en origines, participer. Bien sûr, il y a eu des manques dans l'information, bien sûr, tout le monde ne connaît pas le gymnase de l'Essouriau, et surtout, les organisateurs (et le CRE en premier lieu) n'ont pas osé prendre la parole pour se présenter et expliquer le sens de leur démarche : nous ferons mieux la prochaine fois.

Mais revenons au sujet, évoqué plus haut, du droit de vote des étrangers aux élections locales, promesse de campagne de notre actuel président de la République. L'ASTI, comme beaucoup, espérait des changements rapides et porteurs de dynamisme pour la société française. Dans certains domaines (le mariage pour tous par exemple), le gouvernement semble ferme, pourquoi pas dans ce domaine-là aussi ? Samedi 17 novembre 2012, l'ASTI a donc participé à la manifestation parisienne organisée par le « Ministère de la régularisation de tous les sans-papiers » qui disait « le changement, c'est maintenant ». Et nous invitons chacun de vous à poursuivre votre pression sur nos élus car « il est encore temps de changer de politique pour l'égalité des droits ». Mais il est grand temps : compte tenu des calendriers électoraux, si un projet de loi n'est pas déposé très rapidement, cet espoir d'un droit de vote sera repoussé aux calendes grecques.

Pour agir : allez vite sur le site <http://www.lapageaecrire.org/> et signez la pétition s'adressant « Aux élus de la majorité et à quelques autres », lancée par RESF, et disant « il est encore temps de changer de politique pour l'égalité des droits ».

L'ASTI c'est aussi, au quotidien, le 01 69 07 20 27 et, poursuivant les mêmes buts :

- **Des ateliers d'insertion socioculturelle**, en après-midi et en soirée, qui ne désespèrent pas et qui recrutent des bénévoles.
- **Une permanence d'accès au droit**, qui a lieu TOUS les mercredis, de 20h30 à 22h, au 23 allée des Amonts : facile à repérer, il y a queue dehors ! Nous essayons de nous tenir informés et formés sur une situation juridique, en constante évolution : viennent de sortir une circulaire sur la naturalisation, une circulaire sur la rétention et une circulaire sur la régularisation des personnes sans papiers, dans le cadre de laquelle nous nous mobilisons déjà pour préparer les dossiers des personnes susceptibles d'être concernées. Là encore, toute personne souhaitant participer à la permanence ou accompagner des étrangers en préfecture est la bienvenue.
- **Une formation sur les nouvelles circulaires**, ouverte à tous, a eu lieu à la Maison Pour Tous des Amonts, le jeudi 13 décembre 2012 à 20h30.

**Nicole Paraire
Lamine Sidibé
Khadidja Nedjari**

Adoptons la paix-attitude



L'Association IAE (Inter Accueil en Essonne) a rencontré Martine et Spencer Brown, un couple giffois qui a présenté le film « L'Imam et le Pasteur », choisi pour une de ses séances film-débat *.

Ce film raconte comment, au Nord du Nigéria, dans les années 1990, un imam et un pasteur, faisant partie de milices opposées dans des combats sanglants, évoluent vers la réconciliation. Conscients de leurs différences idéologiques et théologiques, ils vont chercher ce qui les rassemble et entreprendre un chemin vers la paix.

En ce 11 novembre 2012, Martine et Spencer nous ont parlé de l'Association Initiatives et Changement, productrice de ce film.

L'aventure racontée dans « L'Imam et le Pasteur » est un exemple poignant d'une démarche centrale à l'expérience de l'Association *Initiatives et Changement*. Comment créer les conditions d'un dialogue, d'une négociation, puis d'une paix durable ? Un sacré projet ! Avec comme point de départ (quotidien) :

Changer soi-même pour que le monde change.

Ce lien entre le personnel et le social est développé dans maints secteurs par l'Association. Organisateur, chaque été, depuis 1946, des rencontres de Caux-sur-Montreux (Suisse), *Initiatives et Changement* est un mouvement international rassemblant des hommes et des femmes de cultures et d'origines diverses, désireux d'apporter une transformation en profondeur de la société par un changement des motivations et des comportements.

Les programmes de l'Association visent à : favoriser la réconciliation et la guérison dans les conflits ; construire des relations de confiance entre différents groupes sociaux, ethniques et nationaux ; promouvoir l'éthique, la justice et la transparence à tous niveaux de la vie économique ; former les dirigeants de demain à agir avec intégrité, à servir avec désintéressement, à être des artisans du changement et à renforcer les fondations éthiques et spirituelles de la société. Objectifs ambitieux !

Cet été, nous avons particulièrement apprécié une semaine dédiée à « La sécurité humaine », sous l'égide de Cornelio Sommaruga (ancien président du Comité International de la Croix-Rouge) et du diplomate algérien Mohamed Sahnoun (conseiller spécial de Kofi Annan). Ainsi avons-nous pu échanger avec de nombreux acteurs d'une cinquantaine de pays (dont beaucoup d'Afrique) autour des défis : la bonne gouvernance, l'économie inclusive, le dialogue interculturel, le travail de mémoire, et vivre durablement (consulter le site <http://www.caux.iofc.org/fr/2012>).

En Île-de-France, l'Association *Initiatives et Changement* (site <http://www.fr.iofc.org/>) poursuit son action avec des espaces de dialogue *Identité et Stéréotypes* (La Courneuve, Versailles, Trappes, Paris Belleville et 15^e), des programmes scolaires d'Éducation à la Paix avec, entre autres, un jeu-concours de bandes dessinées : « Le temps d'une histoire, adoptons la paix-attitude », parrainé par Plantu (voir <http://www.fr.iofc.org/projets/education/outils>).

L'Association a organisé à Paris, pour mi-décembre 2012, une conférence intitulée « Le Processus de Réconciliation, quelles étapes possibles ? La France et L'Algérie, où en sommes-nous ? » avec interventions de Michel Rocard, Laetitia Bucaille, Ghaleb Bencheikh et Kevin Rudd. Ce dernier, quand il était nouvellement élu Premier ministre d'Australie, avait insisté pour que le parlement fédéral à Canberra, avant toute autre action, rassemble la nation pour demander pardon formellement aux Aborigènes et aux « générations volées ». Rudd soulignait que ce geste historique, longuement attendu mais longuement repoussé par l'État, fut crédible grâce à un travail civique acharné sur 10 ans dans de nombreuses villes et communautés, malgré cynisme, lassitude, inconscience, refus et amnésie ambiante.

Lors de la soirée ulissienne d'*Inter Accueil en Essonne* du 11 novembre 2012, il fut salutaire de constater que l'expérience européenne de ces 60 dernières années, malgré les difficultés, reste une inspiration. Plusieurs participants nous ont rappelé les lourdes réalités des guerres européennes, à titre personnel. La lecture du journal *Le Phare* témoigne que les Ulissiens aiment les voyages, à pied ou dans leurs têtes. Et le monde vient aux Ulis – chacun avec ses espoirs et, parfois, ses douleurs. Tels sont les enjeux d'un véritable échange.

Martine et Spencer Brown

*** les prochaines séances de film-débat
organisées par l'IAE auront lieu**

les dimanches 27 janvier, 7 avril et 2 juin 2013

Site : <http://www.interaccueil.fr/>
contact@interaccueil.fr

La Tunisie et la transition démocratique

Renverser une dictature n'est pas facile... Construire une démocratie, c'est probablement plus difficile. Le test des premières élections libres est réussi (aux yeux des observateurs internationaux) et a conduit à la formation d'une Assemblée constituante, chargée de désigner le nouvel exécutif et, en particulier, de rédiger une nouvelle Constitution. Le débat parlementaire fait rage et traite souvent des questions houleuses qui nous interpellent aussi en France : religion et politique, égalité hommes-femmes... Et beaucoup d'autres sujets qui intéressent l'élite mais pas autant la Tunisie 'd'en bas', préoccupée par la vie de tous les jours.

Au-delà d'une actualité sous haute tension, deux défis majeurs attendent les Tunisiens pour réussir la transition démocratique. Le premier est la rédaction et l'approbation de la nouvelle Constitution qui devrait refléter les aspirations du peuple tunisien et respecter les objectifs de la révolution : Dignité (« *Karama* » en arabe), Liberté et Justice. Le second défi est de réussir les prochaines élections (présidentielle et parlementaires), qui concrétiseront le changement et mettront la Tunisie sur la voie de la démocratie.

Un système de gouvernance démocratique est un lent processus qu'il faut cultiver et entretenir en permanence. Il peut se transformer en une dictature déguisée entre les mains d'une oligarchie (éclairée) qui se partage le pouvoir, de manière caricaturale en Russie ou encore à l'image de la démocratie des centaines de millions de dollars pour la campagne électorale de la présidentielle aux Etats-Unis. Cette démocratie naissante devrait tirer les leçons des autres pays à tradition démocratique de plusieurs siècles ou plusieurs décennies. Les Tunisiens, et en particulier les politiques, ont bien intérêt à se poser des questions sur : la place des jeunes et des femmes dans la vie politique, le cumul des mandats, le nombre de mandats successifs, le rapport argent-médias-politiques, les bonnes pratiques d'une démocratie participative...

Berceau du printemps arabe, la Tunisie représente désormais l'espoir de la région en matière de démocratie et de respect des libertés.

Rappelons enfin une citation de Gandhi :

« Le vrai démocrate est celui qui, par des moyens non violents, défend sa liberté, par conséquent celle de son pays, et finalement celle de l'humanité toute entière. »

Un Franco-Tunisien des Ulis

On ne gère pas le chômage, on le combat !

Lorsqu'une personne a cherché du travail pendant de longs mois, fait de nombreuses démarches, envoyé des CV, postulé sur des sites, sans aucun résultat, sauf quelques refus, elle commence à douter de ses capacités, elle se sent vraiment seule, incapable, exclue. Perte de confiance en soi, perte d'image, découragement, renfermement, en sont les conséquences. À ce stade, il devient difficile de s'en sortir tout seul. C'est pourquoi *SNC (Solidarités Nouvelles face au Chômage)*, Association d'envergure nationale de plus de 1 000 adhérents, propose aux demandeurs d'emploi un accompagnement individuel vers l'emploi.

Depuis quelques années un groupe de bénévoles propose cet accompagnement technique avec un soutien moral à ceux qui le demandent. Deux bénévoles rencontrent le demandeur d'emploi en toute discrétion et gratuitement, pendant une heure ou deux, chaque mois. La solidarité consiste à casser la solitude, à se donner le temps et la qualité de l'écoute pour construire et faire évoluer la recherche de manière plus efficace, analyser ensemble les échecs pour progresser. La confiance revient peu à peu et la personne accompagnée va bâtir une nouvelle stratégie de recherche d'emploi.

Dans certaines situations, *SNC* peut créer un emploi de « solidarité » avec une Association partenaire qui accepte d'embaucher le demandeur d'emploi. *SNC* prend alors en charge le coût de cet emploi temporaire à hauteur du SMIC, afin de donner à la personne la possibilité d'actualiser ses expériences professionnelles.

Et ça marche ! environ 60 % des personnes accompagnées trouvent une bonne solution. Actuellement, une dizaine de bénévoles accompagnent chaque année une dizaine de demandeurs d'emploi. Aux Ulis, de nombreuses personnes demandent à être accompagnées ; *SNC* est encore peu connue auprès des demandeurs d'emploi, et recherche des bénévoles éventuels que nous invitons à nous rejoindre... (formation assurée).

Demandeurs d'emploi, bénévoles, donateurs, Associations, osez prendre contact pour en savoir plus !

Pierre Prousteau

Tél.: 01 69 28 24 58

Mél.: pierre.prousteau@yahoo.fr

Roland Loeber

Tél.: 06 66 14 61 00

Mél.: rloeber@free.fr

Site Internet : <http://www.snc.asso.fr>

IDEP et solidarité internationale : un acte réfléchi et nécessaire !

Du 17 au 25 novembre, l'ONG ulissienne avait une semaine pour interpeller, informer et agir !

Pour l'IDEP, être solidaire c'est, avant tout :

☞ **Défendre les droits essentiels**, fondamentaux, afin que l'accès à l'eau, à l'éducation, à la santé, à la liberté d'expression, soient accessibles à chaque humain.

☞ **Agir en partenariat**, impliquant entre acteurs un accord sur l'objectif de l'action de développement, une co-élaboration de la stratégie de mise en œuvre, un partage des responsabilités. La relation transparente et réciproque établie entre l'équipe française et le partenaire indien, inscrite dans la durée, a renforcé l'autonomie et l'indépendance de ce dernier.

☞ **Éduquer au développement** et à la solidarité internationale, car indispensables au changement des mentalités et des comportements de ceux participant aux inégalités Nord/Sud. Ce travail trouve aussi un prolongement parmi les citoyens, les candidats à la coopération décentralisée souhaitant être préparés à l'action *in situ*.

Parce que la solidarité à l'international que l'IDEP défend repose sur le partage et la réciprocité, et non sur l'assistance ou le paternalisme, celle-ci a souhaité, entourée d'Ulishédiou et du Service Jeunesse des Ulis, partager son expérience en matière de mise en place des chantiers solidaires pour jeunes de 18-25 ans. Lors d'une conférence à la MPT de Courdimanche, à partir d'exemples concrets, Didier Cazes a développé le processus bien rodé utilisé par l'IDEP depuis une quinzaine d'années, permettant à des jeunes issus de tous milieux de prendre part à la réalisation de microprojets de coopération décentralisée. Du synopsis de l'intervention, on retient 2 points.

1 L'engagement des jeunes dans les actions de solidarité internationale : un acte réfléchi !

Avant même d'envoyer sur place ses experts qui évalueront l'enjeu d'une demande de soutien, mesureront la crédibilité de la solution exprimée, cela avant d'en définir ce qui deviendra la fiche projet sur laquelle l'IDEP s'investira, l'ONG délègue la collecte des premières prises d'intérêts à de jeunes universitaires qui, lors d'un projet d'été ou de leurs stages issus du cursus scolaire, se rendent sur le sol indien, en totale immersion.



2 Le prérequis à la réussite d'un chantier solidaire :

- ☞ **se préparer au futur projet d'apprentissage** via une formation à la future immersion, favorisant l'autonomie et la réactivité en toute situation ;
- ☞ **élaborer un chantier solidaire *in situ*** avec conception commune d'un projet utile, adapté, consolidé par un partenariat avec l'ONG ;

- ☞ **favoriser l'immersion** : facteur à l'identification des prises d'intérêts ;
- ☞ **coacher l'équipe dans la durée**, de l'initialisation à la restitution ;
- ☞ **faire de l'action de solidarité un chantier d'apprentissage**, avec une mise en rupture, une gestion de la différence, un cheminement dans un chantier fait pour apprendre.

L'IDEP en 3 points :



● **Une mission** : soutenir en Inde des microprojets en milieu scolaire, nés et portés par des initiatives locales. Mettre en place des projets liés à la scolarisation et le maintien des filles à l'école.

● **La fin d'un projet** : Kilvelur 2008, au rythme de 3 années de collectes, a doté l'AVAGHS d'un auditorium de 500 places.

● **Un nouveau projet** : Kilvelur 2014. Alors que la Cour suprême de l'Inde a demandé aux écoles de se doter de toilettes en nombre suffisant et d'eau potable¹, estimant que cela fait partie intégrante du droit des enfants, la directrice de l'AVAGHS², a officiellement adressé à l'IDEP sa demande de soutien. Confirmant que l'aboutissement de Kilvelur 2008 mettait fin à 15 ans de construction d'équipements sur le site à ce jour suffisamment pourvu, celui-ci est frappé par l'injonction de la plus haute juridiction lui imposant un aménagement nécessaire à garantir un environnement propre et hygiénique.

(1) 10% des écoles indiennes ne disposent pas d'un accès convenable à l'eau potable et 40% sont privées de toilettes.

(2) Anju VAttathamman Girls High School, plus de 900 jeunes filles y sont scolarisées (6^e - 10^e std dans le système scolaire indien).

Regards sur la Palestine



Le 20 octobre 2012, de 15h à 23h, La Bouvêche, à Orsay, accueillait le Collectif Nord-Essonne pour la Palestine* pour une rencontre dédiée à la Palestine. En ouverture, des poèmes de Fadwa Touqan et de Mahmoud Darwich ont été lus, en français et en arabe, par Marie-Noëlle, Hadil et Youssef, sur un accompagnement à la contrebasse de Philippe Laccarrière.

Deux films ont été présentés, tous les deux mêlant le sordide vécu des Palestiniens à l'interrogation que suscite la création de l'État d'Israël et son cortège de réalités mal avouées. Pour Alaa Ashkar, Palestinien citoyen d'Israël, réalisateur du documentaire « Un printemps méditerranéen », le drame passe par la quête de son identité au travers d'une culture et de racines méditerranéennes. Le film « My Land », de Nabil Ayouch, met en évidence le contraste entre la mémoire entretenue des Palestiniens expulsés en 1948, dispersés dans des camps, et le désir des jeunes Israéliens de s'enraciner sur la terre où ils sont nés. Il s'appuie sur cette page de l'histoire de la Palestine désignée par « la Nakba » (catastrophe ou désastre en arabe), qui a vu près d'un million de Palestiniens être expulsés de leurs terres, fuir la violence de la destruction de centaines de leurs villages. Au-delà du problème souvent évoqué, entre autres par Darwich, de la différence entre un peuple extirpé de sa patrie et une entreprise coloniale dépourvue de liens à la terre conquise, malgré les slogans utilisés pour occulter cette réalité, le film souligne la complexité d'une situation qui ne peut évoluer qu'avec le temps, qu'avec le mûrissement d'une approche humaine du problème, suivant des scénarios opposés aux menées politiciennes

simplificatrices, aveuglement partiales. Quelle que soit leur réaction, le témoignage des survivants de la « Nakba » interpelle le jeune Israélien et laisse une empreinte qui ne s'effacera pas rapidement, une perplexité qui bannit toute solution miracle.

On peut s'interroger sur l'avenir de la Palestine, sur le sort des Palestiniens. Cependant, l'histoire de ces soixante dernières années montre clairement que la spoliation constante du peuple palestinien, le non respect par Israël du droit international et du droit humanitaire, le blocus inacceptable de la bande de Gaza, ne seraient pas possibles sans la complicité, active ou tacite, des gouvernements occidentaux. Cette complaisance confère une impunité inadmissible à l'État d'Israël. Depuis des décennies, les défenseurs de la cause palestinienne tentent d'alerter l'opinion publique et les gouvernements face à une politique de soutien à un projet colonial qui ne peut que déboucher sur une faillite ou un génocide.

On a dansé le « dabke » à la Bouvêche. On a pu apprécier le buffet palestinien, admirer l'artisanat au travers du travail des brodeuses, comprendre la souffrance des enfants de Gaza, exprimée dans leurs dessins montrant les agressions dont ils sont victimes : eux, leurs parents, leurs maisons, leur croissance en cours.

Une composante culturelle rappelant des traditions ancestrales et le quotidien sordide des enfants pris sous le feu d'une idéologie.

Pour le *Collectif Nord-Essonne*, il est important de poursuivre la diffusion de l'information et la lutte avec les moyens dont dispose la société civile. La route sera longue mais c'est la seule voie, tant il est vrai qu'aucune paix durable ne sera établie au Moyen-Orient sans la justice.

Roland Lombard

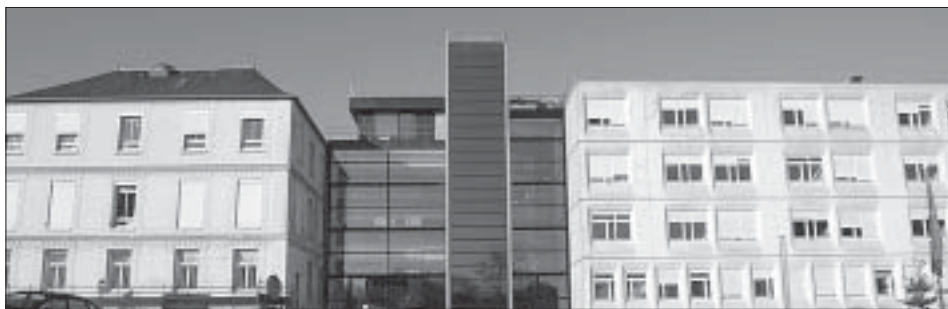
(*) Le *Collectif Nord-Essonne pour la Palestine* est composé de citoyens et des Associations :

- ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture) ;
- ADM (Artisans du Monde) de Bures et Marcoussis ;
- Evry Palestine (membre de l'Association France Palestine Solidarité) ;
- les Amis de la Confédération paysanne ;
- ATTAC Nord-Essonne ;
- CCFD 91 (Comité catholique contre la faim et pour le développement) ;
- CICUP (Collectif interuniversitaire pour la coopération avec les universités palestiniennes).

Contact : 06 79 38 41 51



Quel avenir pour le Centre Hospitalier d'Orsay ?



Nous avons tous lu dans la presse que les activités lourdes (réanimation, urgences) de l'hôpital d'Orsay étaient "sauvées", mais l'avenir n'est pas si serein que cela. Revenons aux faits pour le comprendre.

En février 2012, l'ARS Île-de-France (Agence Régionale de Santé), avait programmé la disparition, pour fin 2014, de l'activité de réanimation pour adultes du Centre Hospitalier d'Orsay (CHO) afin de la recentrer sur le Centre Hospitalier de Longjumeau (CHL).

Face au danger pour la population concernée, une mobilisation s'est mise en place. Les instances de l'hôpital se sont opposées à cette décision. Des motions ont été adoptées par les Conseils Municipaux de plusieurs communes (Orsay, Bures-sur-Yvette, Les Ulis, Saclay). Une pétition intersyndicale a recueilli 500 signatures et une autre, en ligne sur les sites de la mairie d'Orsay et des Ulis, a permis de recueillir 2 500 signatures, etc...

En octobre 2012, suite aux différentes mobilisations et à la délégation de la députée de notre circonscription, du président de la CAPS et du maire d'Orsay au ministère de la Santé, celui-ci a annoncé la prolongation de la réanimation pour adultes de l'hôpital d'Orsay jusqu'en 2016, puis 2017.

C'est une belle avancée mais ce n'est pas suffisant : que doit-il se passer jusqu'en 2017 ?

La version définitive du Projet Régional de Santé (PRS) pour l'Île-de-France sera publiée par l'ARS en décembre 2012, après sa soumission à la concertation des élus pour avis. Ce projet

constitue le **cadre de référence** des décisions et actions en matière de santé sur la période 2012-2017. Concernant le secteur Nord-Essonne (Juvisy - Longjumeau - Orsay), le projet précise, dans le volet hospitalier, que *“ le centre hospitalier de Longjumeau sera l'établissement support de ce groupe hospitalier, assurant à terme les activités les plus lourdes. Le centre hospitalier d'Orsay fera du développement de la chirurgie ambulatoire, et de la gynéco-obstétrique, un axe prioritaire de son projet médical tandis que le centre hospitalier de Juvisy se spécialisera dans les soins au long cours et dans la réponse aux besoins des personnes âgées tout en maintenant un accueil des urgences ”*.

Ce texte n'assure donc pas la conservation d'un hôpital public généraliste dans les deux bassins de vie distincts d'Orsay et de Longjumeau, permettant l'égalité d'accès aux soins pour tous.

Soulignant les dangers de ce projet, fin novembre, le Conseil Régional d'Île-de-France s'est prononcé majoritairement contre. Le Conseil Général de l'Essonne et la Ville des Ulis ont exprimé leur désaccord avec le projet en l'état.

Afin de rester mobilisés, le personnel de l'hôpital, leurs représentants syndicaux, des élus et des citoyens ont souhaité constituer le **« Comité de soutien au CHO, pour un hôpital public généraliste de proximité et de qualité »**.

En effet, le projet médical commun entre les deux hôpitaux apparaît aujourd'hui comme un stratagème pour déstructurer le CHO au profit du CHL durant les cinq prochaines années.

Il a donc été décidé de commencer par informer et sensibiliser la population des alentours en permettant à tous les citoyens de participer à ce comité.

Le Comité de soutien

Cela a été agréable et rassurant d'avoir un Service de maternité de proximité pour avoir nos deux petits loups. D'une part, pour la rapidité de la prise en charge et, d'autre part, après l'accouchement, pour être plus facilement auprès de mes petits protégés.

Ensuite, nous avons pu aussi bénéficier du service d'urgence pour les enfants, ce qui a aussi un côté très rassurant. On se sent plus en sécurité avec un hôpital à proximité, ouvert à tous quel que soit le problème rencontré.

Gaël T.

Habitant de Bures-sur-Yvette

Le Service Hospitalier Frédéric Joliot (CEA/SHFJ), créé en 1958 à proximité de l'Hôpital d'Orsay, est une plateforme d'imagerie en scintigraphies, tomographies, PET-SCAN, IRM... Il est indispensable au bassin de vie d'Orsay et Nord-Essonne en tant que service de médecine nucléaire du CHO et Centre de Recherche ouvert à des partenariats avec l'INSERM, l'AP-HP, les universités et des industriels.

Les recherches concernent les grandes questions de santé publique comme la cancérologie, les maladies neurodégénératives (Alzheimer, Parkinson...), les maladies psychiatriques (schizophrénie, addiction...), la cardiologie... Pour pérenniser ces examens d'imagerie et ces développements des médicaments du futur, la loi impose l'accès immédiat aux soins d'urgence, à proximité du lieu de Recherche. Les équipements nécessaires à ces recherches ne se déplacent pas sans des travaux très coûteux et des délais incompatibles avec l'attente médicale de la médecine de demain.

Philippe Gervais

Radiopharmacien au SHFJ

Orcéenne depuis de nombreuses années et cadre de santé au SHFJ (Service Hospitalier Frédéric Joliot situé dans l'enceinte de l'hôpital d'Orsay), j'espère qu'un nombre suffisant de personnes se battront pour maintenir l'accueil des patients aux services d'urgences et de réanimation du CHO.

C'est un hôpital de proximité qui permet à un grand nombre de personnes d'être prises en charge rapidement par le personnel médical et paramédical et d'assurer des soins de qualité. Si cet hôpital devait disparaître, nous serions tous obligés d'être pris en charge par le privé, plus proche et accessible que Longjumeau. Combien de personnes auront cette possibilité ? Ce sera donc un système à deux vitesses où seuls les plus riches pourront se faire soigner. C'est inacceptable.

Par ailleurs, travaillant au SHFJ, ce serait aussi préjudiciable pour notre activité de médecine nucléaire et pour l'avenir de nos recherches.

Brigitte Jouve

Cadre de santé au SHFJ

La Réanimation est la colonne vertébrale d'un hôpital. Le regroupement d'hôpitaux relève d'une logique économique mais ne tient pas compte de la population. La mutualisation de certaines activités entre les 2 hôpitaux paraissait pouvoir être intéressante.

Mais le CHL (hôpital de Longjumeau) n'est pas accessible facilement, contrairement aux cliniques privées du secteur. L'accès à la santé doit rester un droit pour tous, quels que soient les revenus. Les dépassements d'honoraires du privé excluent une grande partie de la population.

Rappelons que le CHO (hôpital d'Orsay) n'est pas déficitaire. Je défends un hôpital généraliste public dans notre bassin de vie, proposant une offre de consultation complète de spécialistes pouvant répondre aux besoins vitaux de base dans ce secteur en pleine expansion.

Pierrette Berthelot

Aide soignante au CHO depuis 30 ans

Quelques nouvelles du Collectif pour la Maison des Associations

Après les actions menées, dès 2010, pour faire avancer ce projet aux Ulis (cf. *Le Phare* n°47), un *Collectif pour la Maison des Associations (MdA)* a été constitué, en novembre 2011, pour concrétiser les souhaits, à la lumière de ce qui existe ailleurs en France. Il est **ouvert à toutes les associations ulisiennes, qui souhaitent nous rejoindre.**

Nos buts et objectifs pour la MdA des Ulis :

- Mutualiser des moyens, partager des compétences et disposer de ressources communes.
- Être lieu d'échanges et de rencontres entre associations, favorisant complémentarités, solidarités et partenariats.
- Élaborer des projets communs et un programme de formations.
- Promouvoir l'**autonomie du secteur associatif**, l'accès à l'information et au débat.
- Fournir une aide à la création d'associations, à la gestion de salariés, à la rédaction de dossiers (subvention...) et pour organiser des activités associatives ou interassociatives.
- Être un point d'accueil des associations, respectant leur diversité et leur pluralisme.
- Communiquer avec la population.

Moyens souhaités par le collectif :

- Disposer de **moyens** accessibles en permanence avec des salles (pour réunions, activités, confection de panneaux), des bureaux (pour préparer les activités, tenir des permanences), du matériel bureautique, informatique, de reprographie et de la documentation.
- Bénéficier progressivement de moyens humains pour accompagner les projets et contribuer à mieux répondre aux objectifs.

Quels locaux ?

En 2011, la Municipalité a proposé un Espace associatif dans une partie de l'immeuble de la Poste.

Au premier semestre 2012, 2 réunions ont eu lieu entre le Collectif et la Municipalité pour discuter des plans, sur la base de nos souhaits d'autonomie et de place pour cet Espace associatif.

Il en a résulté que la Municipalité a fait évoluer le projet pour qu'il y ait 3 salles et annexes, en accès direct permanent, avec du mobilier et du matériel mis à disposition.

Suite au permis de construire et au choix des entreprises, les travaux finiront vers juillet 2014.

Quel fonctionnement de cet Espace associatif ?

Cela reste à discuter avec la Municipalité. Pour être opérationnel à son ouverture, il faut auparavant définir la structure qui le gèrera. Un groupe de travail du Collectif élabore une proposition (objectifs, type de structure, principes et règles de fonctionnement, budget), conforme à l'esprit d'une « Maison des associations » tel que défini par le Réseau National (gérée en partenariat avec la Municipalité et qui respecte l'autonomie des associations).

Pour cela, le Collectif s'appuie sur le *Réseau National des Maisons des Associations*, expert en la matière, et sur des expériences, en envisageant un autre voyage en 2013 pour rencontrer 2 MdA, adhérentes de ce Réseau (à St-Etienne et Lyon).

Alain, Bernard, Jack et Pierre,
du groupe de travail pour la MdA



Une longue aventure de cinq ans

Lorsque j'ai connu ce petit garçon, il avait quatre ans et demi. Il ne parlait pas mais criait, n'avait aucune autonomie (repas mixé, donné à la petite cuillère dans une chaise de bébé, couches jour et nuit, habillage et déshabillage impossibles). Il marchait mais ne savait pas courir, ni sauter. Il ne se reconnaissait pas dans un miroir, ne nous regardait pas, ne répondait pas à son prénom, ne pointait pas du doigt, n'avait aucune communication verbale ou non verbale.

Le diagnostic de cet enfant était : autisme sévère.

Les parents m'ont embauchée à temps plein et une équipe de bénévoles m'a soutenue dans mon action pendant deux années. Chaque bénévole venait 1h30 stimuler l'enfant par le biais du jeu en respectant les étapes du développement normal d'un enfant. Nous étions guidés par une Association. La stimulation préconisée était de 40 heures par semaine, donc au moins 30 bénévoles par semaine. Jamais nous n'avons atteint ce seuil, mais nous avons eu la chance d'avoir des bénévoles fidèles, persévérants et ma présence à temps plein compensait.

Durant ces deux années, il a appris à pointer du doigt ce qu'il voulait, la propreté fut acquise jour et nuit, il a appris à manger seul des morceaux ! Il a appris à sauter, à jouer, à se reconnaître dans le miroir. Le langage est apparu ; le premier mot fut "oui" car son dessin animé préféré était OUI-OUI. Ensuite, il terminait les vers des chansons enfantines. Puis il a commencé à répéter en regardant les mots avec l'aide d'imagiers.

Vint le temps où la salle de jeux devint un terrain trop exigü ; il voulait découvrir autre chose.

Aller dans les magasins pour faire des courses sans faire de colère, faire des promenades différentes pour l'habituer aux changements, détourner les rituels. Aller à la bibliothèque. Passer des vacances chez ses grands-parents, seul ou accompagné de son papa ou de moi-même. Il a continué à progresser dans le langage, dans sa motricité globale, dans sa curiosité. Son regard est devenu pétillant, vif.

Et l'école ? Il fallait commencer à y penser. Il en avait envie, il posait des questions, il répondait aux nôtres et était capable de répondre à des consignes successives et simples.

C'est à l'école de Courdimanche, en grande section de maternelle, que notre héros a progressivement fait ses premiers pas. Une Association m'a permis d'être son auxiliaire de vie scolaire. L'école fut l'occasion de progrès continus (socialisation, apprentissages, aptitudes à intégrer

les bruits, les changements). Au domicile, nous continuions les séances de jeux, les remédiations, les apprentissages. Il fut vite attiré par les lettres, les syllabes. Grâce à une méthode de lecture phonético-gestuelle, il a appris à lire. En fin d'année, il avait acquis les prérequis pour l'entrée en primaire.

Le CP et le CE1 se sont bien passés. C'est un petit garçon excellent en orthographe, en grammaire, en conjugaison, en vocabulaire. Quelques difficultés en maths et une écriture malhabile, un retard pour la compréhension d'un texte long (difficultés surtout dues à un manque de concentration et parfois à la fatigue). Petit à petit, il diminue l'écart entre lui et ses camarades, peu à peu, le handicap s'efface.

À 9 ans, il entre en CE2 ! Un an de retard quand on commence sa vie à quatre ans passés c'est pas mal, non ? Quelle énergie il lui a fallu ! Quel chemin ! Maintenant, il continue son chemin avec une autre accompagnatrice.

Aujourd'hui, je vis de petits boulots ; aussi si vous entendez parler d'une maman ou d'un papa qui a besoin d'aide pour son enfant handicapé, je suis prête à repartir pour une autre aventure.

C'était l'histoire d'un petit garçon autiste sévère qui aujourd'hui n'est plus considéré comme tel. À cette aventure extraordinaire, il y a un bémol. Il faut de l'argent. Les familles touchées par l'autisme doivent être aidées financièrement pour pouvoir se permettre de donner à leur enfant les meilleures chances possibles. Une aide humaine à domicile devrait être accordée dès la deuxième année pour favoriser l'éveil de leur enfant, souffler, avoir du répit, s'encourager mutuellement. Les parents devraient être mieux soutenus par les professionnels avec, notamment : des diagnostics plus précoces, dès l'âge de 18 mois ; la création de « classes pour l'inclusion scolaires » spécifiques ; des auxiliaires de vie scolaire mieux formé(e)s.

Les bénévoles ont agi et œuvré dans l'ombre ; que tous ici soient remerciés. Sans eux, sans leur dévouement, le destin de ce petit garçon n'aurait pas été le même, ils furent un formidable pivot, un tremplin. Sachez, chers bénévoles, que ce petit garçon se souvient de vous.

Ce fut un travail titanesque, épuisant ; si c'était à refaire, je referais ce chemin sans hésitation.

J'adresse ici un plaidoyer à nos responsables politiques, décideurs : mettez tout en œuvre pour que ces enfants trouvent un soutien humain et éducatif digne d'eux.

Leur différence ne peut pas devenir votre indifférence !

Yolaine Denis



La chorale des enfants de l'Éveil musical ulissien a ouvert le gala



Alain et Patrick avec les invités, Hoang et Quyen, de Pékin-Express



Le centre de dons s'est installé au Centre commercial Ulis2



Les jeunes pompiers de Gif au « Jogging solidaire » de St Jean



Le Loto géant a attiré plus de 300 personnes au gymnase de l'Essouriau

Téléthon des Ulis, synopsis d'une réussite

Pour cette édition 2012, le Téléthon des Ulis s'affiche, une fois de plus, parmi les grands événements Téléthon du département. Le collectif « le Gala pour l'Espoir », avec 9 314,70 € reversés à l'AFM (*Association française contre les myopathies*), confirme son efficacité dans la lutte contre les maladies neuromusculaires et génétiques.

Par une mosaïque d'actions, nous avons rassemblé un large public autour de notre cause, des partenaires (entreprises, Municipalité), des Associations*, des Ulissiens, mais aussi un public venu de loin. Cette nette augmentation de la fréquentation a largement compensé la baisse des dons constatée. La diversité des manifestations a contribué à ce succès : enfants ou adultes, hommes ou femmes, sportifs ou non, chacun a pu trouver un centre d'intérêt pour ce week-end convivial. Le Gala des Associations, le jogging solidaire de Saint-Jean-de-Beauregard, le point de collecte du Centre commercial Ulis2, le loto géant, le point de vente de l'Hôpital d'Orsay, les enveloppes gagnantes, la tombola pour un patchwork, autant d'actions pour un résultat concret.

La logistique importante que cet événement demande ne peut se faire sans l'appui de nos partenaires. Grâce à leurs aides matérielles et financières, cette année nous avons couvert les frais, si bien que toutes vos dépenses en consommations ou dons que vous avez pu effectuer ont été reversés intégralement à l'AFM. Évidemment, vos achats de cartons pour le Loto géant ont nécessité des achats de lots vu l'importance de ce qu'il y avait à gagner, mais ce Loto a permis un versement à l'AFM plus élevé qu'en 2011.

Le montant des fonds récoltés et la fréquentation croissante en 2012 sont nos meilleurs atouts pour préparer un excellent Téléthon 2013. Quand un commerçant fait don de 40 € de denrées, l'action des bénévoles permet de le multiplier par 5. Le partenariat devient constructif, il est déjà un gage d'une confiance réitérée pour 2013.

Surtout et avant tout, la réussite motive les bénévoles. Rejoignez nos équipes, vous ne vous ennuierez jamais, votre action sera toujours des plus efficaces. Nos idées ne sont limitées que par le nombre de bénévoles ; donnez 4 heures de votre temps, elles pourront permettre de rapporter 500 € de plus pour l'AFM et la Recherche. Nous vous attendons. Je vous dis à très bientôt sur telethonlesulis@free.fr pour préparer l'édition 2013.

Alain Jaouen

Coordinateur du Téléthon des Ulis

Associations engagées dans le Téléthon 2012

ACPUO, Action No Limit, Ar C'helvez, ARDU, AVAG, Bonheur à l'horizon, Club d'Échecs des Ulis, COU Temps' danses, Danse rock association, Emmaüs, EMU, Entre Acte et Compagnie, Facilys, Patch-Passion, Porn Palace, Sundances91, Secours Populaire, Turoom, UAU, UTAN.

La Croix-Rouge française intervient aussi aux Ulis



Augmentation de la précarité, hausse du nombre de personnes en perte d'autonomie, soutien aux sans-abris, formation aux premiers secours, missions d'urgence... Les bénévoles de la Croix-Rouge française se mobilisent au quotidien dans ces domaines d'action prioritaires avec la même ambition : humaniser la vie...

Très impliquée dans la vie des Ulis, la Croix-Rouge met en place quotidiennement des dispositifs de proximité pour lutter contre la précarité : la distribution alimentaire, l'aide aux personnes âgées et le 115-Samu social permettent chaque année aux bénévoles d'accompagner les plus vulnérables sur le chemin de l'autonomie.

Les actions sociales

L'aide alimentaire

Face à l'augmentation de la précarité et de l'exclusion, les bénévoles de notre délégation distribuent tous les mercredis soirs des colis alimentaires. La distribution alimentaire a plusieurs visages mais toujours le même but : maintenir un lien avec les bénéficiaires - familles, personnes isolées, etc. - qui représentent chaque semaine de 25 à 50 familles aidées par la Croix-Rouge française aux Ulis.

La visite aux personnes âgées

Avec pour objectif de maintenir le lien social, les bénévoles se rendent chaque mois à la résidence pour personnes âgées AREPA (avenue de Bourgogne) à la rencontre des résidents. Au programme : jeux, ateliers, rencontres, goûters, rires...

Dispositif 115 - Samu Social

Le 115-Samu Social est géré par la Croix-Rouge en Essonne. Les salariés et bénévoles parcourent chaque nuit notre département à la rencontre des sans-abris, signalés par les personnes composant le 115, ou connus par les intervenants. Quand les températures baissent fortement, notre unité locale renforce ce dispositif départemental par un véhicule local.

Urgence et Secourisme

Formation aux gestes de premiers secours

Nous organisons régulièrement des formations PSC1 pour sensibiliser les habitants de notre ville aux gestes qui sauvent. Chaque année, les bénévoles de notre unité locale forment ainsi 200 personnes aux premiers secours, indispensables en cas d'accident ou d'arrêt cardiaque pour sauver un plus grand nombre de vies. Venez également rencontrer nos formateurs lors des initiations aux premiers secours réalisées en partenariat avec la Mairie : Centre de santé, Forum des Associations...

Postes de secours et Réseau de secours

Lors de rassemblements, de manifestations sportives ou culturelles comme le feu d'artifice au Parc urbain, la Fête de la ville, le Forum des Associations... nos bénévoles organisent des postes de secours qui leur permettent d'intervenir rapidement. Nous intervenons aussi dans la France entière pour les dispositifs importants : Tour de France, 24 heures du Mans, Rock en Seine...

Nos secouristes viennent enfin en soutien toute l'année au SAMU en Île-de-France et aux Pompiers de Paris, assurant des gardes pour le secours à victime.

Urgence

Préparez-vous à être prêt ! Plus que jamais nos bénévoles sont prêts à intervenir pour assurer le secours aux personnes en difficulté : tempête de 2009 en Vendée, incendie d'une tour aux Ulis en 2008, chutes de neige en 2010 sur N118/A10...

Nous rejoindre et devenir bénévole

Nous sommes plus de 50 000 bénévoles en France et plus de 90 millions dans le monde. Certains peuvent penser que c'est suffisant. Mais ceux qui ont besoin d'aide sont tellement nombreux que nous ne serons jamais assez pour les aider. On a souvent envie d'aider mais ce n'est pas toujours facile de se lancer. À la Croix-Rouge, aider les autres, c'est un savoir-faire. Nous vous accompagnerons et nous trouverons ensemble une activité qui vous ressemble.

Aider autrement, faire un don

Si vous souhaitez aider notre unité locale Croix-Rouge française autrement qu'en donnant de votre temps, vous avez également la possibilité de faire un don (déductible à 75% de vos impôts).

Contacts

Unité locale des Vallées Bièvre-Yvette

Tél.: 01 69 31 13 93 - Fax : 08 11 48 23 75

Site web : <http://bievre.croix-rouge.fr>

Mél.: dl.bievresyvette@croix-rouge.fr



Exercice du Plan ORSEC sur l'A10 - Novembre 2012



Séance d'initiation aux premiers secours



Mission 15-18 dans un appartement



Rencontre lors d'une maraude nocturne en ville

Solution de l'exercice N°4, paru dans *Le Phare* N°49
Dd6 suivi de Dc7 ou Cxa7 mate.

Exercice N°5 (ci-dessous) :
Les blancs jouent et matent en 4 coups.



Samedi 12 janvier 2013, à partir de 14h00, au Lubéron :
championnat scolaire de l'Essonne

Les Herbes Sauvages

Association Loi de 1901 fondée en mars 1998

Samedi 16 Février 2013 : Conférence
« Géographie et Climat, moteurs de l'évolution »
par Joseph Marchand
(Attaché honoraire au Muséum, Département Histoire de la Terre)

À 16h30, Grand Salon de la Bouvêche, Orsay
Durée : 1 heure et demie environ, plus discussion

S'adapter pour survivre est une nécessité pour toutes les espèces depuis les origines. La géographie et le climat imposent des contraintes, ce qui contribue à l'apparition de nouvelles espèces à partir des précédentes. Les mouvements des continents, des océans, l'isolement sur les îles, les montagnes sont des facteurs d'évolution. Les variations des climats, l'ensoleillement, l'eau, l'atmosphère conditionnent la vie et font pression sur les organismes. L'évolution des primates, nos ancêtres lointains, est une illustration de l'ensemble de ces contraintes.

Pour tout renseignement

Tél.: 01 64 46 59 75 - Mél.: LHS91@free.fr
Site Internet : <http://lesherbessauvages.free.fr>

20 bougies pour l'Association franco-polonaise des Ulis Il n'est jamais trop tard pour nous rejoindre !

Qui aurait pensé qu'un élan de grande générosité des habitants des Ulis, Orsay et Bures-sur-Yvette envers la Pologne, en 1981, serait la base de la création d'une Association franco-polonaise ? Et pourtant, en 1992, au dixième anniversaire des échanges entre les Ulis et la région de Bydgoszcz, nous nous sommes rencontrés grâce à un climat favorable créé par la Municipalité d'alors. Depuis sa création, le nombre de familles adhérentes varie entre 30 et 40, parfois plus. Elles se retrouvent à peu près régulièrement, dans un cercle polonais ou franco-polonais plus ou moins grand.

Le but principal de l'Association reste « la promotion de la langue et de la culture de nos deux pays ». Certaines activités sont uniquement pour les adhérents (incontournables pique-niques annuels, voyages ou sorties en groupe, parfois au restaurant « d'à côté », ont été des moments privilégiés), d'autres, souvent réalisées en partenariat avec les Associations ou les structures ulissiennes, sont destinées au public extérieur, par exemple la Rencontre des différences (RDD).



Notre jeune génération lors d'un spectacle de la RDD à Boris Vian

Une partie de nos projets concerne la coopération internationale et le rayonnement de la langue française en Pologne.

Bien entendu, en vingt ans, les effectifs de l'Association ont subi des fluctuations, du fait même du cours de la vie (déménagement, santé, autres engagements ou, hélas, décès...). Il est difficile de faire un bilan réel du bénévolat et des projets réalisés.

Depuis 1993 : un président, 4 vice-présidents, 3 trésoriers, 8 secrétaires et 10 conseillers ont administré l'Association. D'autre part, 9 animateurs se sont succédé pour dispenser les cours de langue polonaise et animer l'atelier pour enfants polonophones. Plus de 80 personnes ont acquis les

bases du polonais ou se sont perfectionnées dans cette langue. En 2000-2011, nous avons animé 2 clubs d'investissement.

Nos bénévoles ont dispensé des cours d'initiation au polonais pour les enfants français et les lycéens participant aux colonies de vacances et aux échanges. D'autres ont assuré diverses missions d'interprétariat et de traduction, ainsi que des actions humanitaires ou culturelles (soutien du concours national de poésie et de prose francophones en Pologne, aide pour les Polonais du Turkménistan et aux sinistrés des inondations en Pologne). Nous avons organisé une quinzaine d'expositions (photographie, peinture, ambre, art populaire) et plusieurs concours (écriture de conte ou légende, dessins d'enfants), animé des soirées commémoratives et de témoignages, sans oublier le devoir de mémoire auquel nous sommes très attachés.

Dans le cadre de la promotion biculturelle, nous avons reçu aux Ulis de jeunes Polonais en séjour linguistique, des conférenciers, plus de vingt artistes polonais et trois groupes folkloriques. À notre initiative, trois Associations françaises ont séjourné en Pologne pour promouvoir la France et Les Ulis. Chaque action réalisée nous a apporté beaucoup de satisfaction, un enrichissement mutuel et de nouveaux amis.

Ces dernières années, une section « jeunesse » suscite de nouveau l'intérêt des familles d'origine polonaise. La question de cours de polonais pour enfants est posée de plus en plus fréquemment ! Aujourd'hui, après plusieurs essais de création, un atelier d'enfants polonophones fonctionne pour les tout-petits, ainsi qu'un cours en langue polonaise pour les enfants plus grands. Nous espérons pouvoir ouvrir dans un futur très proche, avec l'aide de l'Ambassade de Pologne, une section de l'École polonaise de Paris (il en existe déjà au Nord de Paris et ailleurs en France).

Pour souffler nos 20 bougies, nous allons nous retrouver entre familles, membres et amis, le dimanche 24 mars à Boris Vian, à l'occasion d'un spectacle musical ouvert au public¹, et en avril lors d'un après-midi plein de surprises. Nous vous proposerons aussi d'autres moments sur Les Ulis. Alors, suivez les informations sur notre site Internet² et sur les divers agendas de la ville.

Mariola Koperski

Présidente, cofondatrice de
l'Association franco-polonaise des Ulis

(¹) Spectacle à BV : *The Moz'Art Group*
(Grupe MoCarta), le dimanche 24 mars 2013 à 15h30

(²) Site : <http://francopolulis.voila.net>
Contact : francopolulis@orange.fr

RER B : Nouvelles promesses ou vrais projets d'amélioration ?



Tribune avec deux représentants de la RATP

Las des perturbations croissantes sur cette ligne B du RER, qui véhicule 900 000 voyageurs par jour, et face à une gestion déficiente des incidents et de l'information voyageurs, le **Comité des Usagers du RER B en Vallée de Chevreuse (COURB)** a organisé le 15 novembre 2012 une réunion sur les projets d'amélioration menés par le STIF et les exploitants. Acteurs du RER B (STIF, RATP, SNCF, RFF, représentant syndical des conducteurs), experts en transports, élus locaux (dont Maud Olivier, Députée de l'Essonne, et Sonia Dahou, Maire des Ulis), Associations et usagers, y participaient.

Suite au rapport parlementaire du 7 mars 2012, 61 études ont été lancées par le STIF et les exploitants afin d'identifier les travaux à mener. Depuis la réunion publique du **COURB**, le 17 février 2010, la situation n'a cessé de se dégrader avec plus d'avaries matérielles (portes se fermant mal, ruptures de caténaires, pannes électriques), d'incidents voyageurs, et des travaux interminables (passerelle de Massy, rénovation des rames et désamiantage, schéma directeur RER B Nord+). Dans le même temps, la croissance démographique en banlieue sud continue, avec des explosions de fréquentation à Cité Universitaire, Croix de Berny et Massy-Palaiseau (+ 30 à 40% en 5 ans). Les futurs maillages avec le Grand Paris (Arcueil-Cachan, Massy) et le développement du plateau de Saclay aggraveront la situation. L'augmentation des fréquences et de la capacité d'accueil des rames en places assises ne sont pas pour demain ! Pire, la seule solution évoquée est le main-



Tribune avec deux représentants du STIF

tien des rames pour 10 ans, avec une rénovation superficielle et la récupération de vieilles rames du RER A !

La volonté d'amélioration semble enfin saisir les politiques et les responsables des transports :

- Le 15 novembre 2012, l'Assemblée nationale a voté un amendement augmentant de 0,1 % la taxe des entreprises pour les transports, soit 175 M€ annuels de plus au STIF pour améliorer RER, métros et bus.
- En décembre 2012, il y eut l'arrivée de 12 rames de plus pour la réserve d'exploitation.
- En juin 2013, mise en œuvre du Centre de Commandement Unique entre les exploitants.
- En septembre 2013, fin des travaux RER B Nord+ : 12 trains de plus par heure entre Chatelet et Gare du Nord.
- Prochainement, reprise des rames rénovées en enlevant les espaces à bagages décriés pour ajouter des sièges.
- En mars 2013, lancement du Schéma Directeur RER B Sud.

Par ailleurs, les projets à court terme (2013-2014-2015 !) sont : quai de retournement à Denfert-Rochereau, 2^e centre de maintenance des trains, amélioration de l'information et 2 voies dédiées RER B au nord.

D'autres points ont été abordés : création du site *Ponctualis* pour l'observation par les usagers du niveau de service (<http://www.ponctualis.net>) et indicateurs du STIF publiés tous les trimestres (www.stif.info).

De vives inquiétudes :

- Fréquentation de la gare du Guichet en hausse, avec desserte insuffisante (4 trains / heure).
- Lors de fortes perturbations sur le nord, le RER B risque de rebasculer sur des voies partagées.
- Prise en compte systématique des besoins des personnes handicapées, en situation normale ou perturbée.
- 8 à 12 trains en plus des 20 actuels / heure entre Chatelet et Gare du Nord est utopique, le maximum tenu étant 25.
- Pas de cohérence des calendriers : Grand Paris avec l'OIN en 2013-2014, Arc Express en 2020, avec écoles dès 2016 sur le plateau et la modernisation du RER B au-delà de 2020.
- En finir avec les études longues et coûteuses et passer aux travaux concrets.

En conséquence, le **COURB insiste sur la nécessité de mettre en œuvre rapidement les actions suivantes :**

- Suppression des retards à chaque gare de départ de mission, par glissement (le même train ne repart pas) et non par annulation de mission.
- Commande de nouvelles rames à 2 étages pour les périodes de pointe et les missions longues.
- Communication systématique en plusieurs langues et de meilleure qualité en cas d'incidents ; affichage dans toutes les rames des numéros d'urgence à appeler.
- Meilleure gestion des incidents (centre de commandement unique, retournement à Denfert...).
- Nettoyage quotidien des rames.
- Meilleure formation du personnel de gare pour informer, accompagner ou secourir les voyageurs.
- Extension du dézouage en week-end aux cartes hebdomadaires, tarifs préférentiels pour jeunes sans abonnement.

Ne baissons pas la garde ! Il y a encore beaucoup à faire et il n'est pas dit que le contexte économique n'effrayera pas les bonnes volontés actuelles... En attendant, patience, courage et vigilance pour les Usagers du RER B !

Marie-Hélène Wittersheim

Présidente du **COURB**

Site : <http://assorerb.jimdo.com/>



Chercheur de tendresse

Messieurs Dames
Désolé de vous déranger
Je suis un SDF
Je n'ai pas de quoi manger
Messieurs Dames
Un sourire
Une pièce de monnaie
Un ticket restaurant
Un billet délavé...
Messieurs Dames
Je suis un être comme vous
Je sais, vous êtes sollicités
Tous les jours
Plusieurs fois dans la journée
Messieurs Dames
Je suis seul désespéré
La richesse seule ne fait pas mon bonheur
Moi je ne veux pas être riche
Mais je sollicite un bout de pain
Un morceau de fromage
Un toit
Un travail modeste
Et pouvoir dormir serein
Messieurs Dames
Bonne journée pour tous
Pour tous ceux qui ont des cœurs
Et tous ceux qui n'ont pas grand-chose
Et qui ne disent rien...

Saoussen Hasni

Qui de moi, ou du monde ?

Qui de moi, ou du monde,
Puisque la terre gronde ?
Qui des autres, ou de moi,
Qui s'accroche à son froid ?
La question fait la ronde
Et veut qu'on lui réponde,
Pourtant je ne sais pas
Qui du monde ou de moi.
Qui des mots, du silence ?
Qui dit le vide immense ?
Ceux qui marchent au pas ?
Ceux qui ne marchent pas ?
Qui de ceux qui s'offensent
Ou suivent la cadence ?
Qui a le désarroi
Et qui donc ne l'a pas ?
Qui de ceux qui s'affairent
Et qui se laissent faire,
Ou de ceux dont le Non
Se perd à l'horizon ?
Qui sait le mieux se taire
Et le mieux se complaire ?
La question tourne en rond
Et le doute est profond.
Qui de moi, de la terre,
A la tête à l'envers ?
Qui de moi, de la guerre ?
Qui de l'eau, du désert ?
Qui de moi, de mon frère,
A le plus mal au cœur ?
Je crois bien qu'on espère
Tous un monde meilleur...

Agnès Huet

Exposition MIRÓ

Depuis quelques années, nous avons la chance d'avoir aux Ulis un forum d'art contemporain de haute qualité. Malheureusement, beaucoup d'habitants de notre ville ne se sentent pas concernés.

L'art contemporain est difficile et son appréhension demande des connaissances.

Nous ne voyons pas pourquoi seule une élite serait capable d'apprécier les créations de notre époque ; c'est pourquoi une équipe de la MPT de Courdimanche avait décidé de créer une Association : *Approche de l'art contemporain*. Des changements dans l'équipe ne nous ont pas permis de réaliser notre projet mais, chaque année, nous faisons une exposition didactique, destinée en priorité aux enfants mais aussi à la population locale.

Nous avons déjà proposé plusieurs sujets : l'objet recréé, le cubisme, le surréalisme, les femmes dans la peinture, la sculpture contemporaine. Devant le succès grandissant de ces manifestations, nous proposons, cette année, une exposition sur Joan Miró. Des sculpteurs, de nombreux artistes locaux, des associations (*Art 91, Mosaïque...*) ont la gentillesse de nous prêter des œuvres.

**L'exposition aura lieu
à la MPT de Courdimanche
du 4 février au 1^{er} mars 2013.**

32 classes des écoles des Ulis, maternelle et primaire, se sont inscrites pour la visite. Des dossiers pédagogiques sont envoyés aux enseignants. Une artiste professionnelle engagée par la municipalité proposera des ateliers à une moitié de la classe pendant que des bénévoles, en général des artistes locaux, professionnels ou amateurs, commenteront les panneaux réalisés sur l'œuvre de Miró, répondront aux questions des enfants et essayeront de les faire entrer dans l'univers féerique de l'artiste.

Né en Catalogne en 1893, Miró est un des peintres qui est allé le plus loin dans la liberté vis-à-vis des conventions. Peintre, céramiste, sculpteur, faiseur d'objets, Miró, loin de toute mode, préservé de toute influence, a traversé le 20^e siècle en imprimant une marque tout à fait originale. Entre ses mains, les objets les plus humbles deviennent de l'art ; l'imagination, la poésie transforment le réel.

Miró parle :

- " Je suis bouleversé quand je vois dans un ciel immense le croissant de la lune ou le soleil."

- " Pour moi un tableau doit être comme des étincelles. Il faut qu'il éblouisse comme la beauté d'une femme ou d'un poème."

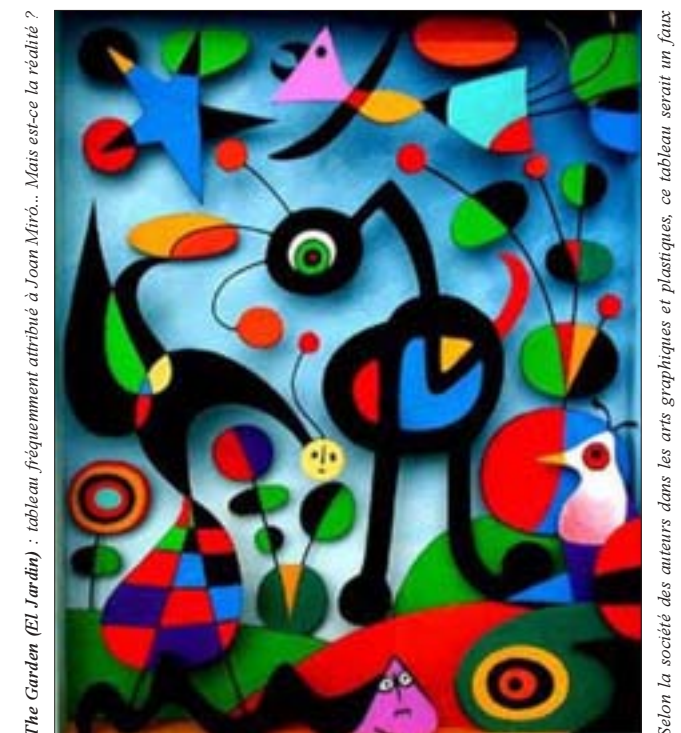
- " Il m'est difficile de parler de ma peinture parce qu'elle est toujours née dans un état d'hallucination, provoqué par un choc quelconque, objectif ou subjectif, et duquel je suis entièrement irresponsable."

Nicole Barbas

Projet associatif *Approche de l'art contemporain*



Miró, Joan : *The Tilled Field (Terra llaurada)* 1923-24
Oil on canvas 66 x 92.7 cm - Solomon R. Guggenheim Museum, New York
© 1999 Artists Rights Society (ARS), New York / ADAGP, Paris



The Garden (El Jardín) : tableau fréquemment attribué à Joan Miró.. Mais est-ce la réalité ?

Selon la société des auteurs dans les arts graphiques et plastiques, ce tableau serait un faux

Miró, Joan : *Nocturne* 1940
Tempera, gouache, egg, oil, and pastel on paper 38 x 46 cm - Private collection
© 1999 Artists Rights Society (ARS), New York / ADAGP, Paris



Plaisir du voyage, désir jamais comblé !



① Le Fitz Roy, dans la cordillère des Andes (Argentine)

Après l'exposition « Splendeurs Andines » à la MPT de Courdimanche au mois de décembre 2012, laissons Paul Lamour (Ulissien de cœur) parler de ses voyages en Amérique latine, tant sa passion pour ces régions est grande.



② Tapis de Yareta sur l'Altiplano (Chili)

La lecture du livre « Connaissance des Amériques », qui n'éludait rien du sort dramatique de millions d'indiens victimes des conquistadores, me donna le désir de découvrir ces contrées. Passionné de photo, j'ai donc voulu, au cours de deux voyages, capter des images et les présenter pour parler de l'Amérique latine, ses paysages fantastiques, sa situation socio-économique et ses menaces écologiques.

À Noël 2008, me voici à Buenos Aires sous la canicule, puis c'est un vol vers la péninsule de Valdez, réserve mondiale de mammifères marins et porte de la Patagonie. J'avais confié mes attentes à un compatriote français, résident en Argentine, qui m'a proposé un programme sur mesure. Pendant 22 jours, seul avec un guide ou en petits

groupes, j'ai pu partager la vie des gauchos dans l'immensité de la pampa argentine, gravir les approches du Fitz Roy ①, le must des alpinistes andins, découvrir les glaciers de Patagonie ④ et l'hostilité des paysages chiliens du Torres del Paine. Une petite déception à Uschuaïa, la ville la plus australe de la planète qui sait trop bien se vendre...

Au cours de mon second voyage, l'été 2010, la découverte de l'identité indienne fut réelle, prégnante. Accompagné d'un couple, eux aussi passionnés, nous avons confié à une agence bolivienne nos souhaits de découvrir les plus beaux sites, et partager au plus près la vie rude des populations locales. Elle y répondit par notre accueil à La Paz (4 000 m d'altitude) où se côtoient, dans cette ville hallucinante, jobs de misère et Golden boys.

Avant notre départ pour l'Altiplano ② et le Sud Lipez : acclimatation à l'altitude sur l'île du soleil du lac Titicaca. Amaigri préventivement d'une quinzaine de kilos, j'ai pu, pendant 20 jours, vivre en plein hiver bolivien, supporter l'altitude et même gravir le volcan Uturuncu à 6 008 m.

L'hébergement chez l'habitant rappelle cette belle émission où il est question de terre inconnue ! Soupe de fèves et maïs, nuit glaciale sans chauffage ni électricité, sont le prix pour des paysages sublimes.

Après la traversée du Salar d'Uyuni, désert de sel aux folles promesses d'exploitation de lithium, la chaude réalité de la société bolivienne s'est invitée à Potosi ! Au 16ème siècle, Potosi était le plus grand complexe industriel au monde avec ses mines d'argent où périrent plusieurs millions de travailleurs, victimes de la surexploitation coloniale. Alors que nous remontions d'une galerie minière où travaillaient des enfants de 13 ans ③ (espérance de vie estimée à 45 ans), nous apprenons qu'il y a une grève générale ! Cette culture d'explosion sociale est coutumière en Bolivie et ces soulèvements populaires durement réprimés ont porté Evo Morales, l'Amérindien, au pouvoir. La ville complètement bloquée par des barrages, nous avons réussi à fuir de



③ Jeunes mineurs à Potosi (Bolivie)

nuit, non sans avoir essayé des jets d'explosifs de dynamite ! Une trentaine de touristes français n'eurent pas cette chance et furent otages à Potosi pendant trois semaines. Nous souhaitions une immersion, elle fut totale !

Paul Lamour



④ Navigation vers le glacier Perito Moreno (Argentine)